

légitimité propre. Elles ne traduisaient aucun intérêt commun, et l'on devait les répudier dès que l'Union soviétique surmontait son infériorité momentanée.

La vision stalinienne du monde ne laissait pas grand place à une diplomatie digne de ce nom. Elle ne reconnaissait ni la possibilité de régler des malentendus par la discussion, ni l'existence d'intérêts communs notables susceptibles d'être élargis par de patientes négociations. De temps à autre, un rapprochement d'intérêts fortuit pouvait autoriser une coopération restreinte, mais celle-ci ne pouvait durer très longtemps ni aller très loin. Il ne fallait surtout pas se faire d'illusions sur la haine de classe qui habitait l'ennemi. Comme le publiait l'un des principaux idéologues staliniens quelques mois avant la mort du « Petit père » :

Le léninisme enseigne qu'il est impossible « d'apaiser » les impérialistes par de minimes concessions, contrairement à ce qu'insinuent toutes sortes de libéraux qui ont abandonné la théorie de la lutte des classes et qui ont épousé une sorte d'opportunisme de droite.⁴⁸

Sous Khrouchtchev, les concepts de négociation véritable et de compromis mutuel ont pris un sens tout nouveau et acquis une légitimité inconnue auparavant. On a commencé à considérer le compromis non pas comme le produit d'une infériorité temporaire, mais plutôt comme une dimension inévitable des rapports entre États souverains. Comme les divers États auraient toujours des intérêts divergents, la seule possibilité de coexistence pacifique résidait dans un système de concessions réciproques. À ce sujet, Khrouchtchev déclarait ce qui suit :

Pour parler carrément, sous un régime de coexistence pacifique, les États doivent trouver un juste milieu au nom de la paix. La coexistence pacifique d'États qui possèdent des systèmes sociaux différents suppose par définition des concessions mutuelles et la

⁴⁸ D. Chesnokov, « Rech' I.V. Stalina na XIX s'ezde kommunistichkoi partii Sovetskogo Soiuza », *Kommunist*, 1953, n° 2, p. 22.